

avaient prises pour aider les jeunes à trouver du travail et à poursuivre leurs études, car ils n'avaient pas remarqué que la situation avait changé pour le mieux. En fait, beaucoup d'indices leur donnaient à entendre que, depuis quelques mois, la situation s'était aggravée.

● (1620)

Le nombre des jeunes incapables de trouver de l'emploi, de suivre des cours de formation dans les collèges communautaires, ou de poursuivre des études universitaires, augmente en fait dans ma circonscription. Beaucoup de jeunes éprouvent à présent une espèce de désespoir et estiment qu'il ne leur sert à rien de se remettre tous les jours à la recherche d'un emploi, car les nouvelles ne sont pas encourageantes et la plupart des leurs amis y ont renoncé. Ils réussissent peut-être à trouver du travail pour deux ou trois heures à la fois, dans la restauration rapide par exemple, mais rien de permanent et pas un emploi dans lequel les jeunes devraient amorcer leur carrière et grâce auquel ils pourraient fonder un foyer et une famille.

Dans ma circonscription j'ai visité des localités, comme Falkland, Westwold, Sorrento, Notch Hill et Silver Creek, qui se trouvent dans des zones d'élevage et de production agricole. Les éleveurs et les propriétaires de petites exploitations agricoles ont voulu savoir quelles mesures avaient été prévues dans les deux derniers budgets pour leur venir en aide. Ces gens n'avaient pas remarqué d'amélioration tangible. J'ai répondu qu'un programme avait été prévu pour aider les gens à quitter l'agriculture et à atténuer quelque peu le fardeau financier de ceux en proie à des difficultés d'argent et ayant emprunté à la Société du crédit agricole. Toutefois, rien n'avait été prévu pour les agriculteurs faisant affaire avec les établissements de prêts traditionnels.

Généralement parlant, monsieur le Président, la situation dans le secteur agricole continu d'empirer. La ferme familiale tend de plus en plus à devenir chose du passé. L'entretien d'un ranch familial comme on appelle ce genre d'établissement dans ma circonscription, devient de plus en plus difficile au fil des mois. Le prix du bétail de même que celui des autres produits baissent ou restent stables, pendant que les frais d'exploitation ne cessent de monter. Si bien que l'avenir de l'agriculture est extrêmement problématique et très douteux comme moyen de subsistance.

J'ai visité un certain nombre de localités qui vivent de l'exploitation forestière. Je me suis rendu à Clearwater, à Barrière, dans la région de Nord Shuswap, à Malakwa et à Sicamous. Ces localités sont en proie à des difficultés jamais vues. Jamais elles n'avaient connu un pareil taux de chômage. Beaucoup désespèrent de l'avenir. Les habitants de ces localités se rappellent que, pendant la campagne électorale de 1984, le premier ministre (M. Mulroney) et d'autres avaient promis des programmes de reboisement, une aide à la modernisation des scieries, et bien d'autres programmes destinés à venir en aide au secteur forestier en difficultés. Tout ce qu'ils savent aujourd'hui c'est que des Américains menacent d'imposer des droits compensateurs ou des quotas qui amèneront la fermeture d'un certain nombre de scieries dans l'arrière-pays de la Colombie-Britannique.

Pouvoir d'emprunt—Loi

D'une façon générale, le marasme sévit dans l'industrie forestière. Aucun de mes interlocuteurs n'était au courant de mesures prises par le gouvernement pour atténuer cette situation. Ils n'avaient entendu parler d'aucune amélioration, si ce n'est de nouvelles difficultés qui s'annoncent. Il est exact que les États-Unis songent à imposer des droits sur les produits qu'ils nous achètent.

Je me suis rendu également dans un certain nombre d'établissements touristiques. Les exploitants comptent beaucoup sur Expo 86 pour relancer leurs exploitations, qu'il s'agisse de petits ports de plaisance, de motels, d'hôtels, de terrains de camping ou de camps de pêche. Ces gens-là espèrent simplement que les choses vont s'améliorer. Mais il existe bien peu d'indices qui laissent croire que le secteur de l'hébergement connaîtra une nouvelle prospérité.

On pouvait aussi parler du secteur minier, mais cela est à peu près inutile puisque l'exploitation minière n'existe presque plus dans l'ouest du Canada. Quant aux exploitations toujours en activité, l'avenir est plutôt sombre qu'il s'agisse des mines de charbon, de cuivre ou de molybdène, minéraux qui représentent environ 70 p. 100 de la production minière de la province. Le gouvernement fédéral aurait bien des raisons de lancer de nouvelles initiatives pour favoriser l'activité surtout dans les petites exploitations. Pour l'instant, le secteur minier offre bien peu d'espoirs.

On pourrait aussi parler des petits exploitants et des PME en général. Le gouvernement a bien peu fait pour encourager ces secteurs. Il a plutôt haussé les taux d'intérêt, les taxes sur les carburants et les frais d'exploitation. Les institutions prêteuses hésitent à consentir des prêts aux petites entreprises, surtout dans les services, à moins qu'elles n'offrent des garanties considérables. Et là encore elles ne sont pas au bout de leurs peines.

On peut dire, je pense, que le gouvernement n'a presque rien fait pour les éleveurs, l'agriculture en général, le tourisme, la pêche, les jeunes, la petite entreprise, les petits fabricants, les services et les collectivités autochtones désireuses de fonder des entreprises économiques. Les initiatives gouvernementales sont inexistantes ou bien marginales.

Avant l'élection du gouvernement actuel, on se plaignait à qui mieux mieux de l'article 31 de la Loi de l'impôt sur le revenu qui distingue les authentiques producteurs des agriculteurs à temps partiel et de ceux qui pratiquent cette activité en guise de loisir. On croyait, pendant la campagne électorale, que ces définitions seraient éclaircies une fois pour toutes. On attend toujours. Rien n'indique du tout que cet article 31 sera modifié pour encourager les petits éleveurs ou les petits agriculteurs à prendre de l'expansion.

En terminant, je rappelle qu'après avoir fait le tour de ma circonscription, j'ai constaté combien mes électeurs étaient surpris d'entendre le gouvernement leur dire qu'il avait pris de bonnes mesures pour différents groupes économiques, car ils n'en connaissent aucun qui semblait avoir profité de si bonnes choses. Je considère donc que le gouvernement a créé, de toutes pièces, des mythes, des écrans de fumée et des miroirs aux alouettes lorsqu'il parle de l'aide consentie aux secteurs économiques dans différentes localités du Canada.